

La grève en France : « Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté »¹

La grève nationale interprofessionnelle a démarré le 5 décembre ; nous sommes le 19 janvier. 46 jours après, comment s'étonner que le mouvement prenne d'autres formes ? Car, telle est bien la situation : il n'est plus juste de parler de grève générale, ni généralisée ; mais gouvernement et patronat seraient bien présomptueux s'ils pensaient que le mouvement est fini.

Les grévistes font l'histoire

Plutôt par décisions d'assemblées générales à la RATP, plutôt par des sortes de non-décisions tacites à la SNCF, beaucoup des camarades en grève depuis le 5 décembre reprennent ces jours-ci le travail. Respect à elles et eux (mais aussi à toutes celles et ceux qui ont fait de même dans d'autres secteurs moins touchés et/ou moins médiatisés) : comme dit dans le précédent article², mais il faut insister sur ce point, s'il y a un mouvement social aujourd'hui en France, si la contre-réforme des retraites est toujours en débat, c'est grâce aux grévistes, et seulement grâce aux grévistes.

Le choix majoritairement fait est de cibler les « grosses journées » mises en avant par l'intersyndicale nationale. La prochaine est le vendredi 24 janvier, jour où le projet de loi est présenté au Conseil des ministres. A n'en pas douter, ce jour-là, les taux de grévistes remonteront très haut. A la RATP, où pour la première fois depuis le 5 décembre, les lignes de métro retrouvent leur fonctionnement habituel, l'objectif des grévistes est clair : comme l'indique le camarade Alexis du dépôt de bus de Pleyel en Seine-Saint-Denis³, « *le 24 janvier, on va leur refaire le 13 septembre !* » ; Le 13 septembre, c'est la date de ce qui fut une grève historique à la RATP : d'une part, au vu du nombre de grévistes, toutes catégories confondues ; d'autre part, parce qu'elle a été le point de départ du processus aboutissant à l'appel intersyndical interprofessionnel à la grève à compter du 5 décembre. Une grève organisée, dès juillet, par une intersyndicale RATP composée de UNSA, CGC, FO, SUD, Solidaires ; la CGT s'étant jointe à l'appel ultérieurement.

Tenir en attendant les renforts ?

La décision de beaucoup de grévistes de la RATP et de la SNCF est, bien sûr, lié à l'échec de l'élargissement de la grève. Il y a des grévistes en reconductible dans une multitude de secteurs et de territoires, mais la grève générale de masse n'a pas été possible. C'était un constat déjà partagé après deux semaines de lutte en décembre ; la période des fêtes (et congés) de fin d'année était une difficulté (brillamment surmontée par les grévistes), mais elle offrit aussi la perspective d'un rebond. La date, certes lointaine, du 9 janvier fut mise en avant. Des secteurs professionnels sont entrés un peu plus dans le mouvement ; à l'inverse, dans l'Education nationale, relativement bien mobilisée dans les suites immédiates du 5 décembre, la grève reconductible est devenue celle de noyaux militants et/ou de quelques établissements, voire de villes, sans prendre au niveau national. Mais ces militantes et militants de la grève jouent souvent un rôle important dans le soutien aux piquets de grève d'entreprises, dans les initiatives de soutien aux grévistes, dans l'organisation de manifestations et rassemblements interprofessionnels locaux. Une situation qu'on pourrait comparer à celle de l'Energie où la grève générale n'a pas pris non plus, mais où nombre de collectifs militants renouent avec les pratiques de coupures de courant, ciblées ou non, selon les cas ... et les possibilités. La grève prend dans la Culture. A l'Opéra de Paris qui tient depuis le 5 décembre, s'ajoutent des musées, des bibliothèques, etc. La situation demeure très disparate dans les collectivités locales. Dans les raffineries, les grévistes n'ont pas créé le blocage

¹ Romain-Rolland, cité par Gramsci dans « Discours aux anarchistes », en avril 20, ... 1920

² <https://alencontre.org/europe/france/la-greve-en-france-pousser-encore-pour-que-les-dominos-tombent-tous.html>
- <https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

³ Vidéo : https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=1023539378020125&id=840320186342046

de la production tant fantasmée dans des milieux militants. Dans les ports, la CGT, qui y a une place incontournable, appelle à des actions fortes, mais toujours limitées à 72 heures. Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, les choses montent en puissance. Les étudiant.es et les lycéen.nes tentent, ici ou là, grèves, blocages, manifestations ; l'échéance des « épreuves communes de contrôle continu », mesure de la contre-réforme imposée par le Ministre de l'Education l'an dernier, favorisent l'agitation lycéenne. Des transports urbains, hors Ile-de-France, se mettent en grève durant quelques journées. Et puis, au détour de discussions en manifestations, à la lecture de la presse locale, lors de conférences téléphonées syndicales, on apprend que la grève a touché telle enseigne commerciale, telle usine. Incontestablement, le climat est à la grève dans le pays. Mais pas au point que celle-ci se généralise. C'est tout le problème posé à nos camarades en grève depuis 46 jours.

Une nouvelle phase

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur les raisons de cette situation déjà exposée dans de précédents articles : le mythe de la grève par procuration, les faiblesses du syndicalisme interprofessionnel, le syndicalisme institutionnel dans lequel sont tombé.es trop de camarades se réclamant pourtant du syndicalisme de luttes, etc. De tout cela, et sans aucun doute de bien d'autres choses, il faudra tirer les enseignements. Mais pour l'heure, la question qui est posée aux grévistes est de savoir que faire dans ce contexte.

Pour une toute petite partie, pas de problème : l'objectif n'est pas un changement radical de société grâce au mouvement social, ni la victoire sur la ou les revendications ; il s'agit seulement de « faire ses courses » pour son courant politique en recrutant quelques personnes à travers le conflit. Car, pour elles et eux, rien de possible sans construire « le » parti, leur parti. Ils et elles sont plus pro-Gilets jaunes que tous les Gilets jaunes, après avoir craché sur « ce mouvement réactionnaire » durant des semaines fin 2018 ; ils et elles en appellent à la grève générale depuis le 5 décembre, après avoir dénoncé cet « appel national de bureaucrates pour une date qui ne correspond à rien » ; ils et elles dénoncent « les confédérations syndicales qui ne veulent pas la grève générale », sans trop s'appesantir sur le nombre de grévistes là où ils et elles travaillent...

Plus compliquée est la situation pour l'immense majorité de grévistes, dont la grève est la préoccupation principale : leur grève individuellement avec ses conséquences financières, familiales, etc. ; leur grève collectivement, avec tout ce que ça signifie dans les rapports entre collègues, les moments d'enthousiasme mais aussi de doute, etc.

Le recentrage vers les « grosses journées » de l'intersyndicale est incontestablement un problème. Ce n'est pas avec des successions de grève « carrées » (24 heures en l'occurrence, mais il en est de même si c'est 48 ou 72 heures) qu'on construit un mouvement fort, porté par des grévistes qui s'approprient le mouvement à travers des assemblées générales quotidiennes. Avant tout parce que dans ce type d'action, l'A.G. n'a pas grand intérêt ; d'ailleurs, bien souvent, elle disparaît.

Clairement, la grève générale contre le projet de loi sur les retraites n'a pas pris. Mieux vaut dire les choses si on veut les analyser sérieusement. Cela ne signifie pas que « tout est perdu », loin de là. Les Gilets jaunes, les grévistes en reconductible depuis le 5 décembre, les grévistes pas en reconductible, les manifestants et manifestantes dans toute la France, toutes et tous forment un mouvement social, politique, d'importance. Celui-ci se poursuit. Cette ambiance, ce climat, cette réalité, il faut les inscrire dans la durée. Les actions contre les représentant.es directs des « puissant.es » y participent : lors de cérémonies de vœux, d'inaugurations, de spectacles, de déplacements officiels, etc. ; avec les jets de robes des avocats, de blouses blanches du personnel hospitalier, de livres scolaires des enseignant.es, ...

Les représentations culturelles offertes par des grévistes ont une portée symbolique forte. A l'image des ballets et des chœurs de l'Opéra de Paris (mais il y a d'autres exemples), elles contribuent au soutien populaire. Mais il y a plus : en prenant de telles initiatives, technicien.nes et artistes montrent que dans la lutte on peut se réapproprier son travail, son lieu de travail, la production de son travail et même décider de quand l'exercer.

La violence de l'Etat

La violence policière montre que le pouvoir n'est pas serein. A ce sujet, la déclaration adoptée à Commercy ce 19 janvier dit l'essentiel : *« Au moment même où nous nous réunissons à Commercy pour la première Commune des communes, le soulèvement des gilets jaunes et la mobilisation contre la casse des retraites ont une fois encore été violemment réprimés. Ces violences policières et judiciaires ne datent évidemment pas d'hier ; elles s'abattent depuis des années dans les quartiers populaires et de plus en plus sur les mouvements sociaux. Elles s'acharnent à terroriser quiconque entend résister au rouleau compresseur qui écrase un à un tous les conquies sociaux. Cette violence d'État n'est que le bras armé d'une violence économique, sociale et politique qui étouffe ce monde dans des logiques de marché, de compétition et de destruction. Nous ne pouvons plus nous contenter de la condamner. Il faut y mettre un terme. Nous exprimons notre solidarité aux victimes et aux collectifs qui les soutiennent et combattent ces violences depuis des années. Nous partageons leurs revendications et leurs luttes. La situation rend d'autant plus nécessaire et urgente la mise en commun de nos forces : face à la violence de ce monde, nous n'avons pas d'autre choix que de tout faire pour bâtir une société émancipée des rapports de domination, quelles qu'en soient les formes, pour une vie bonne, juste et libre. »*

Des failles

Le patronat est inquiet ; avec, certes, ses insuffisances vis-à-vis de nos espoirs et des besoins, la grève, les grèves qui continuent, ont des conséquences pour leurs profits. D'où une campagne haineuse relayée par plusieurs médias contre celles et ceux qui « ruinent le pays » : pas les patrons qui détournent des milliards, mais les grévistes et leurs organisations syndicales ! Ça ne prend guère au sein de la population, d'autant que les faits se succèdent, montrant à quel point la contre-réforme sur les retraites n'existe que pour satisfaire les appétits financiers d'une petite minorité. Après le symbole de la Légion d'honneur du 1^{er} janvier remise au patron français du méga fond de pension américain Black Rock, qui attend avec impatience l'explosion de la retraite par capitalisation induite par la contre-réforme, on a les écrits d'Axa : dans ses documentations, la société d'assurance et de gestion des actifs annonce *« la baisse programmée des futures pensions »* et indique que la période *« va être marquée par de profondes modifications sur le marché de la retraite, avec de belles opportunités à saisir »*.

Même le Conseil supérieur de la fonction militaire, saisi par le ministre des armées à propos du projet de loi instituant le « système universel par points » a rendu un avis peu enthousiaste : *« Après l'étude du projet de loi, il ne peut en ce qui concerne la condition militaire, émettre un avis favorable »*. Certes, « tout ce qui bouge n'est pas rouge » disait-on naguère avec raison ; et tout ce qui s'oppose au projet de loi n'est pas pour la justice sociale, une meilleure répartition des richesses ou la satisfaction des besoins populaires. Mais autorisons-nous à sourire de ce caillou supplémentaire dans la chaussure présidentielle...

L'intersyndicale majoritaire

CFDT, CFTC et UNSA ont choisi de se rallier au processus gouvernemental et de discuter la mise en œuvre de la loi refusée par les grévistes. A contrario, l'intersyndicale qui soutient la mobilisation et appelle à la grève reconductible depuis le 5 décembre tient bon. Initialement composée de CGT, FO, Solidaires et FSU, elle a été rejointe depuis plusieurs semaines par la CGC, confédération représentative de l'encadrement ; cette situation aussi est inédite. Nous réfutons la notion de « partenaires sociaux » ; nous savons que le moteur de l'histoire est la lutte des classes. Mais comment ne pas dénoncer l'hypocrisie des chantres du « dialogue social », qui s'appuie pour imposer leur projet de loi sur des organisations syndicales qui représentent 38,6% des voix lors des

élections professionnelles (secteurs public et privé confondus), tandis que l'intersyndicale qui s'y oppose représentent 55,9% des voix des travailleurs et travailleuses⁴ ?

L'échéance du 24 janvier

Après 46 jours de grève, comment les choses pourraient-elles être simples ! Il ne sert à rien de faire comme si la grève générale était là ; mais la lucidité doit être au service de l'utopie ... pour que celle-ci devienne réalité, comme cela fut le cas, souvent, dans l'Histoire. La révolte sociale est bien présente. Il faut faire en sorte que les grèves se multiplient et durent. Plus que par des incantations, cela passe par une présence militante appuyée auprès d'un maximum de salarié.es. La journée du 24 janvier peut être un moment important, un nouveau déclic dans ce combat de longue haleine. Tournées syndicales, piquets de grève, permanences, diffusion de tracts dans les lieux publics, assemblées générales sur les lieux de travail, soutien aux militant.es isolé.es dans leur entreprise, prise de contacts avec les salarié.es d'entreprises sans présence syndicale, ... Il y a du boulot pour préparer et réussir le 24. A partir de là, tout sera possible.

Christian Mahieux

19 janvier 2020

⁴ Il manque 5,5% qui se répartissent entre de nombreuses organisations syndicales ... dont la plupart sont également opposées au projet gouvernemental (Fédération autonome de la Fonction publique, CNT-SO, CNT, STC, LAB...